

CIBLE

LA PEUR

Fin octobre, le gouvernement avait capitulé devant les grévistes d'Air France. Début novembre, il a reculé devant les étudiants qui exigeaient l'abandon de la réforme de l'Allocation de logement social.

La raison de ces retraits précipitées, dans lesquelles la cohérence et la dignité ministérielles sont durement atteintes ? La peur, tout simplement, la peur panique de la révolte sociale et de ses prolongements politiques.

Le gouvernement a raison de trembler. Il se trouve en première ligne, sans même une opposition avec laquelle il pourrait jouer, face à des groupes sociaux qui ne supportent plus la réalité ou la menace du chômage, le poids des dettes, et l'incertitude générale qui obscurcit l'avenir.

Ces groupes sociaux ont raison de se révolter : entre les sacrifices qui leur sont demandés et les cadeaux faits au patronat, entre l'appauvrissement croissant et la richesse de quelques uns, ils voient une contradiction violente et de plus en plus intolérable. On dira que l'analyse est sommaire, pour mieux conseiller la patience. Mais une révolte ne s'embarrasse pas de nuances. Ce qui ne l'empêche pas nécessairement d'être juste - et parfois radicale.

SECTEUR PUBLIC

Ils veulent tout casser



In Memoriam

**Léo
Hamon**

(p. 4)

G.A.T.T.

**Les véritables
enjeux**

(p.6-7)

M 2242 - 609 - 15,00 F



Pour Noël :

Payez-vous un chouan !

Notre « service librairie » commercialise une superbe collection de figurines historiques réalisées en plomb, d'une finesse de gravure remarquable qui sont de véritables objets de collection. Hautes de 54 mm, présentées sur un socle de bois, elles sont peintes spécialement pour nous à la main par un artisan.

✕ Nous disposons de plus de trente modèles différents : chouans, principaux chefs de l'armée catholique et royale, combattants vendéens, porte-drapeau, etc. Existente également une douzaine de couple royaux célèbres. Nous sommes à votre disposition au téléphone ((1) 42.97.42.57) pour vous indiquer avec précision les figurines qui sont disponibles.

✕ Une visite dans nos locaux vous permettra de juger de la qualité de notre production.

✕ Ces figurines sont vendues au prix de 195 F pièce (couples royaux 400 F) + 35 F de frais de port.

MA RAISON SE REBELLE...

Vous avez eu l'amabilité il y a quelques mois de prolonger gratuitement mon abonnement à votre revue alors que ma situation professionnelle ne me permettait pas d'envoyer un abonnement classique. Croyez bien que je ne l'oublierai pas.

Pas plus royaliste qu'autre chose, je suis revenu de tous les « ismes », même s'il me faut à l'occasion en endosser un ou plusieurs, la vie sociale et politique ne pouvant se passer d'étiquettes certaines. Pourtant, votre idée de la royauté me touche et m'émue quand ma raison, parfois, se rebelle. La figure du roi, en concentrant sur elle le dépôt de toute une tradition spirituelle et historique, montre à chacun comment une simple individualité peut être élevée au-dessus d'elle-même par la force d'une mémoire vivante qui cherche à s'incarner. En ce sens, l'existence d'une personne royale peut constituer un rempart contre « l'esprit d'abstraction », jadis dénoncé par Gabriel Marcel.

J.-L. C. (Loire Atlantique)

VRAIS RÉPUBLICAINS

Je tiens à vous féliciter pour la qualité constante de vos éditoriaux et en particulier pour la lettre ouverte à M. Séguin.

Le véritable combat se situe en effet entre d'un côté les authentiques républicains (vrais gaullistes, socialistes de gauche, communistes intelligents, écologistes responsables, représentants du royalisme démocratique,...) représentés autrefois par des figures historiques telles que le général de Gaulle et Pierre Mendès-France, et aujourd'hui par des hommes comme M. Séguin, M. Chevènement, M. Deniau, ou le comte de Paris, et les représentants (de loin les plus nombreux dans la classe politique) des intérêts privés et des corporatismes (les *Ras Privates*), qu'ils soient économiques (libéralisme), sociaux (syndicats), environnementaux (écologistes), raciaux (Front National), etc.

MM. Balladur, Chirac, Rocard, Delors, Barre, Giscard, Fabius, Marchais, Waechter, Le Pen sont les dignes représentants de cette catégorie. M. Balladur est à mon sens le VPR multicartes du CNPF et de quelques grands groupes industriels et privés ou à privatiser. Même si les temps sont durs pour les républicains, vous devez persister dans votre voie. C'est la bonne.

S.T. (Sarthe)

ALLIANCES

Votre lettre ouverte à Philippe Séguin. Évidemment le retour à un gaullisme authentique larguant l'UDF et les imposteurs installés au RPR tels naguère Pompidou et aujourd'hui Chirac et Balladur, serait l'appui naturel pour la NAR.

Et Philippe Séguin est le mieux placé pour le réaliser. Toutefois vous ajoutez que cette initiative pourrait permettre : « de rallier les gaullistes authentiques, les communistes et tous les socialistes qui n'acceptent pas que leurs valeurs... ». Or c'est déjà fait avec J.-P. Chevènement. Alors pourquoi s'obstiner à réclamer de Séguin ce qui ferait double emploi. Peut-être aurait-il mieux valu que ce soit lui, mais maintenant c'est trop tard, sauf de provoquer la pagaille.

Quoiqu'il en soit il n'existe pour nous que deux solutions : ou tenter l'alliance avec J.-P. Chevènement et Max Gallo, ou, comme vous l'avez indiqué, ne compter que sur nous-mêmes. Dans ce deuxième cas, pour progresser il faut insister sur notre analyse selon laquelle ni la gauche ni la droite ne défendent

l'autonomie du pouvoir politique et l'indépendance de l'État. Ce qui en corollaire précise notre objectif et met en lumière notre spécificité.

J.S.E. (Pyrénées Atlantiques)

CONTRIBUTION

Étant étudiant en classe de prépa HEC à Strasbourg et ne bénéficiant d'aucune ressource financière, j'ai tout de même voulu contribuer à l'élaboration de votre journal, mais à ma manière.

Culpabilisant à l'idée de ne pouvoir acheter *Royaliste* qu'une fois sur deux, de ne pouvoir participer à la liste des souscriptions ou à un abonnement de soutien, je vous envoie tout de même un petit article sorte de modeste version politisée du conte de Diderot, espérant participer ainsi de manière positive à l'action royaliste.

S.B. (Strasbourg)

[Nos lecteurs trouveront dans l'encadré ci-dessous le texte de notre jeune ami.]

Jacques, le fataliste

Jacques pense que tout est programmé, que tout est écrit là-haut. Il se dit que bientôt ce sera à lui d'entrer dans la postérité. Tout est écrit là-haut, et ce ne peut être autrement. Jacques, le fataliste est fier et attend patiemment son heure.

Son père veille sur lui et, de là-haut se demande si son petit sera à la hauteur de ce que lui, le père fondateur, a créé de toutes pièces.

Jacques, votre fatalisme est désolant. La postérité n'existe sans honneur, et les manœuvres politico-politiciennes sont, tôt ou tard, condamnées par la sanction populaire. La politique s'est construite sur des débats d'idées, débats que vous négligez depuis quelque temps au sein de la droite gaulliste.

Ce n'est pas parce que l'opposition, condition *sine qua non* au multipartisme est inexistante, qu'il vous faut négliger votre ligne de conduite. La Droite, votre Droite, recompose le paysage politique français en dessinant lentement son nouvel échiquier : à droite M. Pasqua, au centre M. Balladur et à gauche M. Séguin. Mais sur quels fondements ?

L'anesthésie de vos sources idéologiques a atteint un point tel que, même M. Séguin pourtant porteur d'une véritable conception structurelle de l'État, est mis au ban de tout débat. Ne parlons pas ici de la politique économique en tout point contradictoire et absurde menée de manière démagogique par la paire Balladur-Alphandéry. Le pragmatisme gaulliste a fait place à une vaine stratégie électorale.

Remuez vos troupes si vous voulez un jour devenir Maître Jacques. La politique n'est pas une fatalité ; c'est un combat perpétuel sur le front de l'innovation véritable et de véritables débats d'idées.

S.B.

Heure de vérité et mimétique royale...

Qui ne se souvient des angoisses publiques et des prophéties d'apocalypse proférées naguère à la perspective de la cohabitation ?

C'était en 1987, et la configuration inédite d'un gouvernement de droite sous un président de gauche suggérait aux commentateurs les pires catastrophes, à commencer par un blocage sec des institutions. Or, si elle fut conflictuelle en plusieurs points - ordonnances, privatisations, répression néo-calédonienne... - elle ne s'écartera jamais du cadre constitutionnel sorti, au contraire, renforcé par cette épreuve.

Ce fut encore, en ce début d'année 1993 lors des élections législatives, les anathèmes d'un Philippe de Villiers prophétisant l'impuissance ou la guerre intérieure à qui logerait sous le même toit que le Diable mitterrandesque...

Les sept mois écoulés et la récente *Heure de Vérité* présidentielle inviteraient à dresser un bilan si la question semblait encore d'un intérêt actuel. Elle ne le paraît pas à l'ensemble de l'opinion, qui classe avec satisfaction parmi les acquis ce rituel ascétique d'accommodement réciproque dans l'intérêt du pays.

Pour les observateurs impertinents que sont les royalistes, il n'en est pas de même. Le déchiffrement des divers *scenarii* latents dans cette « monarchie républicaine électorale » constitue à leurs yeux un utile répertoire des rééquilibres nécessaires au rétablissement du service royal, voire la préfiguration symbolique de cet événement.

Il est clair qu'à moins de deux ans de la fin de son second mandat, le « monarque républicain » François Mitterrand, cumulant l'expérience de la fonction et la sérénité de qui ne concourt plus à une réélection, se rapproche au plus près de la situation d'un roi constitutionnel. Avec la différence notable que sa succession ne peut s'inscrire institutionnellement comme dynastique ! Or cette différence même s'estompe si

l'on enregistre la reconnaissance tardive du nouveau secrétaire général du Parti Socialiste par le Président comme un acte solennel d'adoption...

Mais c'est de l'exercice de la charge du chef de l'État dans ses rapports avec le gouvernement que l'on retire les meilleurs enseignements.

Confirmation d'abord de la hiérar-



chie symbolique qui laisse à l'Élysée une responsabilité éminente dans les « terrains protégés », selon la périphrase mondaine de Patrick Jarreau (1), de la défense et de la politique étrangère. Quels que soient les rapports de force qui aient déterminé la décision, c'est du Président que l'on en attend le discours, ainsi que l'annonce ou la confirmation des grandes orientations. On l'a vu de façons diverses et contrastées par les propos de François Mitterrand sur les sujets consensuels du GATT, de l'application de Maastricht et de l'initiative de croissance européenne, et par ceux, qui prenaient sans doute de court M. Balladur, comme la proposition d'ingérence accrue en ex-Yougoslavie et l'annonce des dispositions pour le rapatriement des Français d'Algérie. En matière de défense, il était piquant d'écouter le

socialiste ancien contestataire de la politique gaullienne exposer fermement la doctrine de dissuasion et les conditions de prolongement du moratoire des essais nucléaires, alors que le parti « gaulliste » est au gouvernement. A des traits de ce genre se reconnaît la continuité dans le service des intérêts de la nation et le rôle irremplaçable du chef de l'État dans cette tradition.

A l'intérieur et dans la politique économique et sociale, c'est sur un autre ton que s'affirme l'autorité présidentielle : « *J'espère pouvoir, dit-il, peser par le conseil et par l'opinion que j'exprime devant les Français...* ». Face à la majorité politique parlementaire issue des élections, le Président situe sa mission comme celle d'un conseiller permanent et « modérateur », qui aurait pour arme ultime d'en appeler lui-même au sentiment du peuple.

Enfin c'est en écho à une immémoriale tradition que l'homme de l'Élysée se constitue en défenseur de notre vocation d'accueil aux persécutés (devoir nettement écorné par le nouveau texte constitutionnel, quoi qu'il en dise...) et proclame son souci de la cohésion sociale et de la protection des « petites gens ». Qu'il y ajoute son aveu d'aimer chacun dans la nation, et même ses adversaires, peut être interprété de diverses façons. Sans complaisance particulière, nous y lisons quant à nous bien plus qu'un opportunisme vulgaire ou un sentimentalisme de commande.

Le président de cette République, sentant venir le terme de son service du pays, a le désir de faire une sortie historique honorable. Et s'il se livre à un « travail d'image », c'est pour ressusciter innocemment celle qui est l'objet de la nostalgie inavouée des Français et a été depuis mille cinq cents ans l'idéal des enfants de Clovis et d'Hugues Capet.

François CROUZET

(1) *Le Monde* du mercredi 27 octobre 1993.

Santé fragile

Ces derniers mois ont vu l'éclosion de nombreuses mesures qui, à terme, risquent de mettre en péril la santé publique. Notre attachement à la notion de service public ne peut que nous pousser à les critiquer. Madame Veil, que l'on a connu plus audacieuse, semble bel et bien se plier à « la gestion libérale-conservatrice » du gouvernement Balladur.

Ça y est c'est annoncé : il y a en France 60 000 lits en trop dans les hôpitaux publics et les cliniques privées (sur une capacité totale de 560 000 lits). Dix pour cent des capacités hospitalières doivent donc disparaître.

On peut donc légitimement se demander si les réformes des services des urgences et les lits que l'on a annoncés, à grand renfort de publicité, pour aider les toxicomanes ne sont que poudre aux yeux ou pures annonces démagogiques pour faire avaler ensuite la potion amère.

En Ile-de-France, 200 à 300 cliniques sont condamnées et une trentaine de maternités doivent disparaître - étonnant pour un gouvernement qui désire une réelle politique de la famille.

Pire encore, les services ou établissements fonctionnant en sous-capacité doivent disparaître. Les premiers touchés risquent d'être les hôpitaux en zone rurale - étonnant de la part d'un gouvernement si attaché à l'aménagement du territoire.

Enfin ces mesures auront pour conséquences des compressions de personnels, on estime en effet que 12 000 infirmières et aide-soignantes seront de trop d'ici à 1996 - étonnant de la part d'un gouvernement élu pour faire reculer le chômage.

Décidément, on ne s'ennuie pas avec le gouvernement Balladur : on va de surprises en surprises !

Philippe ETHUIN

royaliste

SOMMAIRE : p.2 : Courrier - p.3 : Heure de vérité et mimétique royale... - Santé fragile - p.4 : L'amitié de Léo Hamon - p.5 : L'Abécédaire de l'incohérence - p.6 : La Transocéane - p.7 : Les enjeux du G.A.T.T. - p.8 : La nation chez Balladur - Modeste et fier de l'être - p.9 : L'image, problème politique - p.10 : Le nombre du monde - Blaise l'insaisissable - p.11 : Action royaliste - p.12 : Editorial : ils veulent tout casser.

REDACTION-ADMINISTRATION
17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
Téléphone : (1) 42.97.42.57
Dir. de la publication : Yvan AUMONT
Comm. parit. 51700 - ISSN 0151-5772
Diffusion NMPP - Imprimé en France

bulletin d'abonnement

Je souscris un abonnement de trois mois (100 F), six mois (185 F), un an (270 F), de soutien (500F)*

(*) Encadrez la formule de votre choix

NOM : Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris - CCP 18 104 06 N Paris

L'amitié de Léo Hamon

Léo Hamon, notre ami. De lui, trop d'images se pressent et m'émouvent pour que je puisse, si peu de temps après sa mort, faire de lui un portrait pleinement fidèle et achevé. Qu'importe : les livres de Léo Hamon ont exprimé la cohérence de son projet intellectuel et politique avant que les Mémoires publiés l'an dernier ne viennent retracer l'unité de sa vie. Lire ou relire cette oeuvre, aujourd'hui, permet de donner couleur et densité aux qualificatifs rapidement énumérés par la presse. Léo Hamon, Résistant, gaulliste de gauche, ministre de Georges Pompidou, proche de François Mitterrand, juriste républicain... Mais encore ?

Le Résistant me touche de manière toute personnelle. Membre de *Combat*, Léo Hamon y rencontra mon père et posa avec lui des bombes à Montauban. J'imagine qu'il maniait les pains de plastic avec une détermination tranquille, selon des choix méthodiques... Il reste pour moi le héros de l'insurrection de Paris qui, avant d'aller s'emparer de l'Hôtel de Ville, demande une cravate afin d'être en tenue convenable pour y rétablir la légitimité républicaine.

Mais la République, pour Léo Hamon, se devait d'être en accord avec elle-même, donc pleinement fidèle aux principes de l'État de droit. C'est au nom de ces principes que le sénateur Hamon, alors inscrit au groupe du MRP, vota pour l'abrogation de la loi qui frappait d'exil les descendants des souverains ayant régné sur la France, par hostilité fondamentale à tout racisme. Cette attitude simplement cohérente se transforma

en une relation empreinte de sympathie lorsque Léo Hamon fit la connaissance du comte de Paris peu après le retour du prince dans sa patrie. Cette relation n'avait pas cessé depuis. J'en fus le témoin à plusieurs reprises et, chaque fois que nous nous rencontrions, Léo Hamon me demandait des nouvelles du prince et de sa famille. Attribué par les querelles qui la minaient, il avait accueilli avec joie les déclarations de la princesse Chantal de France. A sa demande, Régine Judicis organisa il y a quelques mois un déjeuner avec la princesse et c'est à cette occasion que nous le vîmes pour la dernière fois, attentif et courtois, discrètement admiratif et toujours remarquablement clair dans ses réflexions politiques.

J'évoque là des souvenirs personnels, mais celles et ceux qui ont eu la chance d'entendre Léo Hamon lors de nos *Journées royalistes* ou aux *Mercredis de la NAR* savent bien que je ne cède pas à une complaisance rituelle : avec ce grand juriste, nous avons eu de belles et solides controverses qui s'inscrivaient toutes dans un même souci de l'État de droit. Et les lecteurs de *Royaliste* s'en souviennent : lorsque nous avons voulu présenter ici le débat sur le traité de Maastricht, c'est à Léo Hamon que nous avons fait appel pour expliquer la thèse des opposants. Nul mieux que lui ne pouvait l'exposer en toute rigueur... Il regretta notre choix en faveur du Oui, sans nous en faire le reproche : pour lui comme pour nous, les arguments positifs et négatifs étaient également honorables et sérieux, dans la mesure où ils reflétaient une même intention patriotique.

Cher Léo Hamon. Il était parmi les plus anciens de ceux qui nous accompagnent sur notre chemin sans partager toutes nos convictions, sans adhérer à notre projet royaliste. Il continuera, je le crois, de veiller sur nous.

Bertrand RENOUVIN

Léo Hamon a été enterré le 3 novembre : Yvan Aumont, Régine Judicis et Bertrand Renouvin représentaient le Comité directeur de la NAR et la rédaction de notre journal.

BIBLIOGRAPHIE
Parmi les nombreuses oeuvres de Léo Hamon, notons tout particulièrement dans les livres encore disponibles :
♦ *Socialisme et pluralité* - Gallimard 1976 - prix franco 50 F.
♦ *Mort des dictatures* - Economica 1982 - prix franco 112 F.
♦ *Les Juges de la Loi* - Fayard 1987 - prix franco 116 F.
♦ *Vivre ses choix (Mémoires)* - Laffont 1991 - prix franco 153 F.
♦ *Signalons également « Itinéraires (études en l'honneur de Léo Hamon) » paru en 1982 aux éditions Economica - prix franco 300 F.*

Abécédaire de l'incohérence

Tous ne sont pas frappés, mais tout de même il y a trop de ministres qui n'ont pas de suite dans les idées. Le coût de leurs incohérences est élevé...

Des observateurs bien placés nous avaient dit, en mai dernier, que le gouvernement Balladur ne surprenait pas par sa politique, mais par ses improvisations, alors que le Premier ministre se préparait depuis longtemps à gouverner, et que plusieurs de ses ministres étaient aux affaires entre 1986 et 1988. Fallait-il prendre pour argent comptant ces affirmations, qui pouvaient être dictées par le dépit, ou par un trop banal esprit d'opposition ? Avant de juger, il était urgent d'attendre la mise en oeuvre de la politique gouvernementale.

De fait, les trois changements de ligne économique opérés avant les vacances laissaient une fâcheuse impression. Mais n'était-ce pas le résultat de l'héritage socialiste et de la récession ? La patience s'imposait encore. Mais, après la tourmente monétaire de l'été, le bilan de la rentrée est lui aussi négatif. En raison des difficultés conjoncturelles, assurément. Mais aussi à cause des imprudences et des incohérences de trois ministres, et non des moindres. Consternant abécédaire :

A comme Alphandéry. Au poste stratégique de l'économie et des finances, siège le roi de la gaffe : sa suffisance a mécontenté inutilement les Allemands, ses imprudences ont pesé lourd dans le déclenchement de la tempête monétaire qui a ravagé le système monétaire européen. M. Alphandéry est économiste, libéral convaincu et européen fervent : il est aussi désastreux dans sa discipline que pour ses propres convictions.

B comme Bosson. C'est l'exemple typique du libéral qui devient un dirigiste frénétique dès qu'il a en main les manettes de l'appareil

d'État. Bernard Bosson porte une responsabilité écrasante dans l'éclatement de la grève à Air France : c'est lui qui a exigé un plan de redressement très rigoureux en mai dernier, et c'est encore lui qui a exigé en juillet que son plan soit durci. Lorsque la grève a éclaté, son attitude arrogante et ses déclarations sur la caractère « irrévocable » du plan ont entraîné l'aggravation du conflit et la gestion directe des négociations par le ministère a abouti à la capitulation en rase campagne qui a surpris tout le monde - de Bernard Attali, liquidé sans élégance, aux grévistes qui n'attendaient pas une victoire aussi rapide. Quant à la gestion par M. Bosson des affaires d'Air Inter, elle a abouti à la démission du président de la compagnie, excédé par les décisions contradictoires du ministre des transports. Au total, un énorme gâchis.

C comme Carignon. Le ministre de la Communication est lui aussi le spécialiste des déclarations à l'emporte-pièce et des inconséquences qui mécontentent tout le monde. Le ministre a successivement plaidé pour l'allègement des quotas et pour l'exception culturelle, pour et contre la seconde coupure publicitaire, pour la continuité et pour le changement. Il a même assuré ne pas se préoccuper des questions de personnes avant de virer le président de la SFP et de manœuvrer pour que Hervé Bourges quitte la présidence de France 2 et France 3...

On dit que M. Balladur est consterné par cet amateurisme. Mais le Premier ministre est-il aussi capable qu'il paraît ? Réponse dans quelques mois.

Annette DELRANCK

La Transocéans

De Maurice à Seattle en passant par Chypre, des solidarités transversales, interocéaniques, prennent le pas sur les regroupements régionaux. Les négociations sur le GATT accélèrent cette prise de conscience.

Que l'on ne parvienne pas à comprendre pourquoi, dans cette question des négociations économiques internationales, l'Amérique ne s'allie pas à l'Europe contre l'ennemi commun, l'Asie, mais au contraire s'allie à cette dernière contre l'Europe, en dit long sur notre myopie en ce domaine. D'abord il y a les chiffres : le commerce transpacifique des États-Unis, moitié de son commerce transatlantique en 1960, l'a dépassé depuis dix ans et lui est maintenant supérieur de 50 %. Le président Clinton qui a clairement intégré ce basculement, s'efforce d'institutionnaliser une relation privilégiée à partir du Forum de Coopération Asie-Pacifique (APEC) créé en 1989 entre les États-Unis, le Canada, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, le Japon, la Chine, la Corée et les pays de l'Asie du Sud-Est regroupés au sein de l'ANSEA (1). Tel est l'enjeu du sommet de Seattle en novembre, le premier du genre depuis la guerre, dont le Pacifique fut l'un des principaux théâtres.

Clinton ne manque pas d'alliés : les États de l'ANSEA sont inquiets d'une hégémonie nippone qui ne serait plus liée à Washington, tout en souhaitant un équilibre face à la puissance montante de la Chine ; le face à face avec le Japon a été quelque peu relativisé à la faveur de la réduction de la croissance dans l'archipel. Le Japon voit en effet son avantage comparatif diminuer avec la délocalisation par vagues successives, d'abord vers les « dragons » (Corée, Taiwan, Hongkong, Singapour), puis vers l'ANSEA et finalement la Chine. Le commerce interasiatique a ainsi dépassé le commerce transpacifique. Le passage du Japon à l'état de maturité

annoncé pour le milieu de la décennie 90 (2) s'est exprimé politiquement à l'été avec le changement de majorité, le premier depuis 35 ans.

Autres alliés : l'Australie et la Nouvelle-Zélande qui pour éviter de se retrouver isolés en Asie du Sud, militent depuis longtemps en faveur d'une « Communauté du Pacifique ». L'accord de libre-échange entre États-Unis, Canada et Mexique (NAFTA) n'est pas encore ratifié que l'on évoque déjà son élargissement non pas à toute l'Amérique



Elisabeth II au sommet du Commonwealth à Chypre

latine, mais au Chili et à l'Argentine, coupant le sous-continent en deux, puis bientôt à l'Australie et à la Nouvelle-Zélande. Le fameux « groupe de Cairns » créé pour les besoins du Cycle de l'Uruguay entre quinze nations d'Amérique latine, d'Asie du sud et d'Océanie sous la présidence de l'Australie, n'est pas qu'un syndicat d'exportateurs agricoles, mais pourrait bien trouver une cohérence plus large, indépendante de la géographie.

Canada, Australie, Nouvelle-Zélande, séparés par des milliers de milles marins, sont par ailleurs trois « dominions de la Couronne » britannique. Keating, le premier ministre australien, comme hier Trudeau,

premier ministre canadien, réfléchira à deux fois avant de « rapatrier la Constitution », coupant ainsi les liens transocéaniques pour mieux s'insérer dans son environnement régional dit de proximité. La grande surprise du sommet du Commonwealth - pourtant réuni en Europe méditerranéenne à Chypre - aura été le soutien apporté au GATT assorti de l'envoi d'une mission composée de pays de divers continents (Canada, Malaisie, Barbade, Ghana et Maurice) auprès des grandes capitales et de la CEE. Ce Commonwealth qu'on disait moribond après l'entrée de la Grande-Bretagne dans la Communauté européenne et la fin des « préférences impériales », retrouve un nouveau souffle avec le GATT, une semaine à peine après le sommet francophone pourtant tenu dans l'île Maurice, celle-là même qui a été mandatée.

La France qui n'avait jamais joué cette carte, s'est aperçue, à deux mois de l'échéance, de la nature transversale de la négociation et du profit qu'elle pouvait tirer de son propre « Commonwealth ». La résolution du sommet mauricien sur « l'exception culturelle » a retenti comme une « divine surprise » et sonné le réveil de l'organisation pénétrant pour la première fois sur le terrain économique - lointain écho aux recommandations de Bertrand Renouvin au Conseil économique et social (3). On n'a toutefois pas été jusqu'à dépêcher une mission à Washington, Bruxelles et Genève, à fortiori à Londres, Sydney ou Tokyo, suscitant les questions : sommes-nous crédibles ? Croyons-nous en nous-mêmes ?

Yves LA MARCK

(1) ANSEA (ASEAN en anglais) : Association des nations du Sud-Est asiatique créée en 1967.
(2) Voir *Royaliste* n° 528 du 8 janvier 1990 : « La décennie japonaise ».
(3) « L'utilité économique et commerciale de la langue française » - Rapport de Bertrand Renouvin au Conseil Économique et Social - Prix franco 46 F.

♦ **ROUMANIE** : La présidence roumaine a conseillé vendredi au roi Michel I^{er} de Roumanie de demander la citoyenneté roumaine afin qu'il puisse se rendre « sans problème » dans son pays natal, a indiqué le porte-parole du président Ion Iliescu. « Les problèmes liés à une visite de l'ex-roi Michel en Roumanie seraient résolus s'il demandait à recouvrer la citoyenneté roumaine » a indiqué le porte-parole Traian Chebeleu, lors d'un point de presse hebdomadaire. « Personne ne fait obstacle à une visite de l'ex-souverain » a-t-il affirmé tout en précisant qu'un « retour en Roumanie en tant que roi est irréalisable en raison de la Constitution adoptée en 1991 » qui fait du régime roumain une république. Un parti politique d'opposition a en effet demandé récemment au président Iliescu d'inviter l'ancien roi à la fête nationale roumaine le 1er décembre en signe de « réconciliation nationale ».

♦ **GRANDE-BRETAGNE** : Le prince de Galles s'est déclaré inquiet de la « spirale de désespoir » dans laquelle sont entraînés les jeunes mal-logés en Grande-Bretagne. Dans un discours à Glasgow, le prince a affirmé que les conditions de vie dans les quartiers de logement collectif mal entretenus créaient « un cocktail mortel » de problèmes qui pouvaient mener à une explosion sociale. Pour l'héritier de la Couronne, beaucoup de jeunes de ces quartiers développent une sorte de syndrome de *Sa Majesté des Mouches* par lequel, comme dans le livre de William Golding, ils créent leur propre ordre social avec des conséquences effrayantes. Les mauvaises conditions de logement sont trop souvent à la racine des problèmes sociaux comme la criminalité, la drogue, les tensions sociales et le chômage, a-t-il ajouté. Le prince a demandé aux secteurs public et privé de travailler avec les collectivités locales pour fournir des logements adaptés aux nécessités des habitants plutôt qu'aux rêves des architectes.

♦ **JAPON** : L'Empire du Soleil Levant est encore sous le choc. L'impératrice Michiko s'est trouvée mal le jour de son cinquante-neuvième anniversaire. L'Agence de la Maison Impériale a précisé que l'impératrice s'était évanouie dans la matinée du 20 octobre alors qu'elle se trouvait dans sa résidence du palais d'Akasaka. Les médecins du palais impérial se sont voulu rassurants, même si Michiko a perdu l'usage de la parole pendant vingt-quatre heures. Ils estiment que l'aphasie mauvaise irrigation des vaisseaux sanguins du cerveau.

♦ **LIECHTENSTEIN** : Décidément, le prince régnant Hans-Adam II n'en finit pas de surprendre ses compatriotes. Après s'être vu évincé le Premier Ministre placé depuis le printemps dernier, et ministre européen, 28 ans, les souverains multiplient les visites officielles à l'étranger. Admis au sein des Nations-Unies, le prince régnant Hans-Adam II fait une offensive diplomatique de grande envergure. Hans-Adam et Marie-Aglaé viennent de se rendre en visite officielle en Slovaquie, à l'invitation du président Milan Kucan, reçus à Ljubljana, visitant les tombeaux des derniers réfugiés bosniaques.

Les enjeux du G.A.T.T.

● Comment se définit le GATT ?

GATT, c'est le sigle anglo-saxon du *General Agreement on Tariffs and Trade* - en français : Accord Général sur les Tarifs et le Commerce. La définition est dans l'intitulé :

- Le GATT a pour enjeu la libéralisation du commerce international.

- Le principe de la libre concurrence qui inspire le GATT implique la disparition progressive des entraves au commerce mondial - qu'il s'agisse des tarifs douaniers et des autres mesures protectionnistes, ou encore des aides gouvernementales à l'exportation.

- Pour parvenir à un accord sur le développement du libre-échange, les États organisent des négociations au cours desquelles se confrontent puis doivent se composer les divers intérêts nationaux : c'est ce qu'on appelle les « rounds », ou « cycles ». Il y a eu ainsi le Cycle Kennedy, le Cycle de Tokyo et maintenant le Cycle de l'Uruguay qui a commencé voici sept ans.

- Enfin, l'accord est dit général parce qu'il porte sur tous les produits, aussi bien agricoles qu'industriels, mais aussi sur les services - banques, télécommunications, transports...

● Peut-on dire que cette négociation concerne seulement la technique des échanges commerciaux ?

Non. A travers la technique de la discussion qui réunit 116 pays, se profilent des présupposés de théorie économique et des enjeux politiques.

La théorie qui inspire le GATT est celle, libérale, des « coûts comparatifs » : chaque pays a avantage à produire et à exporter les produits dont la fabrication lui coûte le moins cher, et à importer ceux qui seraient trop onéreux à fabriquer : selon l'exemple célèbre de l'anglais Ricardo, le Portugal a intérêt à se spécialiser dans le vin, et l'Angleterre dans le drap. Cette théorie s'inscrit naturellement dans celle, plus vaste, de la libre concurrence qui est supposée enrichir l'ensemble

des partenaires commerciaux - à condition qu'il n'y ait pas d'entraves à la liberté des échanges.

Quelles que soient les raffinements dont cette théorie a fait l'objet depuis sa formulation en 1817, le fait est qu'elle n'a jamais permis de rendre compte des réalités du commerce international : chacun sait que l'échange est foncièrement inégal entre les grandes puissances qui exportent des produits manufacturés et les petits pays qui exportent des matières premières. L'exemple est schématique, mais il rend compte des rapports entre l'Angleterre et le Portugal au XIX^e siècle, entre les États-Unis et tel pays d'Amérique latine aujourd'hui. La théorie des coûts comparatifs est évidemment favorable à l'impérialisme - hier britannique, aujourd'hui américain - et la théorie de la libre concurrence qui inspire le GATT ne peut faire abstraction des rapports de puissance : qui ne voit, d'ailleurs, que les États-Unis cherchent à dicter leur loi au reste du monde ? De plus, les enjeux économiques ne peuvent se réduire à des questions de coûts comparés : toute nation cherche à préserver ses industries stratégiques, ainsi que ses équilibres sociaux (les riziculteurs japonais par exemple).

● Les Américains ont cependant la conviction qu'ils sont les meilleurs défenseurs des principes du libre échange.

Tel n'est pas le cas : comme toujours, les Américains parlent le langage de la liberté et pratiquent une politique de puissance. Ils réclament que leurs partenaires commerciaux suppriment leurs barrières douanières et leurs subventions mais, dans le même temps, ils maintiennent des protections très élevées dans certains secteurs (le textile par exemple), financent massivement leurs exportations (et ouvrent les marchés à coup de pressions politiques), lancent actuellement des programmes industriels soutenus par l'État (ils concernent notamment l'industrie pétrolière, la construction navale, les technologies de pointe) et agissent à la fois comme juge et partie dans l'organi-

sation du commerce international en se reconnaissant le droit de sanctionner eux-mêmes, par des mesures de rétorsion, les pays avec lesquels ils sont en litige.

● Pourquoi l'affrontement sur l'agriculture ?

Les questions agricoles ne représentent qu'une petite partie des accords du GATT, mais elles sont cependant très importantes pour notre pays qui est une grande puissance agricole : la production française représente le quart de la production communautaire, et nos exportations nous rapportent 30 milliards de francs chaque année. C'est dire que l'agriculture est tout à la fois :

- un élément indispensable du commerce extérieur de la France,
- une activité majeure sur le plan intérieur, qui assure directement ou non l'emploi de millions de Français,
- un facteur important de l'équilibre social et, aussi, de la qualité de

l'environnement : pas de paysages sans paysans.

D'où la partie de bras de fer qui oppose la France et les États-Unis.

Les Américains voudraient que les aides européennes à l'exportation agricole hors communauté soient réduites. Mais les Américains demandent plus encore et la France, qui a déjà accepté de réduire sa production agricole, ne peut accepter des sacrifices supplémentaires. Or la réduction de 21 % en six ans des exportations agricoles subventionnées augmenterait de façon intolérable les mises en jachères puisqu'elles passeraient de 15 % (suite à la réforme de la PAC) à 25 % environ. Par ailleurs, la récente réforme de la Politique Agricole Commune (PAC) qui a remplacé le système des prix garantis (soutien des produits) par une aide directe aux agriculteurs devrait permettre la réduction des excédents financés par la communauté.

Mais la résistance à la pression américaine n'est pas seulement une

question d'intérêt national pour la France, et d'intérêt corporatif pour les « gros céréaliers ». Une victoire américaine provoquerait à terme une hausse des prix des céréales, qui pénaliserait les marchés tiers. Comme les subventions ne vont pas aux céréaliers mais aux acheteurs par le biais des négociants, la pénalité frapperait les pays importateurs (Maghreb, Moyen-Orient, Chine, URSS). Comme ces pays sont insolubles, les États-Unis feraient des offres politiques, sous la forme d'une aide alimentaire qui n'est pas prise en compte par le GATT : la main-mise américaine sur les pays pauvres s'en trouverait facilitée d'autant plus que la majorité des négociants en céréales sont des sociétés américaines qui bénéficient des subventions européennes !

● Faut-il également craindre une emprise culturelle américaine ?

Deux fois oui. La création culturelle, surtout audiovisuelle engendre des activités industrielles et commerciales très fructueuses, dans lesquelles les Américains se taillent la part du lion : 60 % du marché français, 90 % des marchés allemand, italien et anglais. Si nous acceptons de mettre fin au système des quotas et des subventions, la production française et européenne serait rapidement liquidée. Cette liquidation aurait des conséquences très graves. Comme le montre Marin Karmitz dans un remarquable entretien accordé à *l'Express* (7 octobre 1993) les firmes américaines fabriquent pour le marché international des produits standardisés, hors de toute culture et détachés de toute mémoire, et qui détruisent l'imaginaire : « on y brasse la mémoire des autres, on accapare les idées et on en fait des produits désincarnés. Pis : l'audiovisuel américain est devenu un système de propagande qui, sous les apparences de la défense des libertés et de la démocratie, est en réalité à l'opposé : soit fondamentalement conservateur, soit radicalement immoral ». Apologie de la violence, et de l'ordre américain : telle est l'idéologie faussement universaliste,

évidemment impériale, qui est diffusée sur les grands et les petits écrans du monde entier.

● La France est-elle aussi isolée qu'on le dit ?

Les précédents gouvernements ont mis notre pays dans une situation délicate. D'une part, ils ont accepté qu'on puisse ouvrir des discussions sur l'audiovisuel dans le cadre du Cycle de l'Uruguay, d'autre part ils ont laissé signer le compromis de Blair House. Ces erreurs stratégiques se sont accompagnées d'une trop grande mollesse diplomatique : il fallait mener auprès de nos partenaires européens une active campagne d'explication, afin qu'ils comprennent que les positions françaises sont positives pour l'ensemble de l'Europe. Rude tâche pour M. Juppé et pour les autres ministres concernés, qui doivent rattraper le temps perdu.

Il reste que la France n'est pas aussi seule que les partisans des concessions aux Américains le prétendent. Dans le domaine agricole, elle bénéficie principalement du soutien de l'Espagne comme celui de l'ensemble des professions agricoles des autres pays européens à l'exception notable des Pays-Bas. Sur le plan culturel, les quarante-sept pays francophones réunis à l'île Maurice en octobre ont adopté une déclaration commune demandant que le régime de l'exception soit appliqué à l'ensemble des industries culturelles.

● Quels sont les contours du débat franco-français sur le GATT ?

En paroles, tout le monde est partisan de la ligne défendue conjointement par l'Élysée et par Maignon. Plus ou moins courageux, les partisans du compromis regroupent beaucoup de députés de l'UDF (dont Raymond Barre et Valéry Giscard d'Estaing), quelques députés du RPR (surtout Patrick Devedjian), des socialistes (dont principalement Michel Rocard) et nombre de représentants du patronat. Au nom du libéralisme, ils font le jeu des Américains.

● Peut-on craindre que la xénophobie légalisée (lois sur l'immigration, sur la nationalité, restriction du droit d'asile) et l'opposition à l'accord commercial tel qu'il est aujourd'hui présenté se conjuguent pour entraîner la France sur la voie du repli ?

Il est vrai qu'une seule « doctrine » peut rassembler le nationalisme ethnicisant, le corporatisme et le protectionnisme : tel est bien le

cas au Front national, et dans certaines fractions du RPR. Mais rien ne dit qu'il faille accepter l'existence de l'amalgame entre les intérêts de la nation française et le rejet de tout ce qui est ou paraît étranger. Il importe au contraire de bien distinguer les domaines, ce qui évite à la fois d'être entraîné dans la logique national-populiste et dans celle du néolibéralisme. Les libéraux professent que les produits, les hommes et les créations culturelles doivent être traités de la même manière - comme des choses mesurables en termes de prix. Les nationaux-populistes prennent le matérialisme libéral au sérieux et refusent toute intrusion étrangère, quelle que soit sa nature. Cet amalgame est inepte : les hommes ne sauraient être traités comme des objets, les films ne sont pas des produits analogues aux boîtes de bière. Dès lors qu'on rétablit une distinction des ordres et une hiérarchie entre eux, les principes deviennent clairs : la liberté essentielle de l'homme implique que soit privilégié le droit de libre circulation ; l'œuvre artistique qui n'est pas, ou pas seulement, un produit marchand, doit être protégée en tant que telle ; la circulation des marchandises est étrangère à la morale et à l'esthétique, elle obéit dans une certaine mesure à des critères d'utilité et dépend de désirs qui peuvent varier selon les moments et selon les collectivités.

● Faut-il redouter les conséquences d'un échec des négociations ?

Assurément. Au contraire de ce qui est souvent affirmé, les partisans de la résistance à la pression américaine ne sont pas des protectionnistes à tout crin. Une baisse concertée des protections tarifaires et une plus grande loyauté dans les échanges commerciaux sont à tous égards souhaitables. Encore faut-il qu'il y ait concertation et non pas diktat. Encore faut-il que les avantages que nous pouvons espérer dans certains secteurs industriels et dans les services ne se traduisent pas par de nouveaux déséquilibres sociaux (l'exode rural) et par la destruction, à terme, de nos capacités de création audiovisuelle. Si les négociations continuent d'achopper sur ces deux points, il faudra savoir dire non. En sachant que la diplomatie n'obéit pas à la loi du tout ou rien, et qu'une négociation interrompue peut toujours être reprise sur d'autres bases. Mais, à terme, c'est toute l'organisation du commerce mondial qui devra être repensée.

Jacques BLANGY



♦ La défense de notre agriculture est une nécessité vitale non seulement pour notre pays mais aussi pour les pays pauvres importateurs de nos produits.

L'accord qui existe entre le président de la République et le gouvernement pour maintenir une attitude de fermeté dans les négociations commerciales internationales ne rend pas inutile la vigilance des citoyens : tandis que les Américains exercent une pression brutale, une campagne se développe en France pour la signature des accords en l'état. Dans ce débat compliqué, voici quelques repères.

La nation chez Balladur

Au moment où l'on s'interroge sur le dépérissement de la nation au sein du nouvel âge des réseaux (1), le conseiller diplomatique du Premier ministre apporte la réponse en exaltant « la vertu des Nations » (2).

Il fait écho au doute qui ronge de nombreux diplomates : « au nom de quoi la France doit-elle avoir une politique étrangère ou sa politique étrangère ? » et conclut que le nouvel état du monde réhabilite la politique étrangère qui est du même coup « le retour de notre libre-arbitre ».

M. de Montferrand, au-delà de cet argument, définit quelques axes diplomatiques qu'il est en position aujourd'hui de conseiller au gouvernement de faire siens : le respect strict des frontières issues du démantèlement du bloc de l'Est, analogue au principe posé pour l'Afrique après la décolonisation (Bosnie = Biafra ?) ; le nécessaire respect de la souveraineté nationale marquant la limite de l'interventionnisme dit humanitaire, y compris par l'ONU, qui ne saurait remplacer de bonnes politiques étrangères ; la non-remise en cause du tandem franco-allemand en Europe contrairement à la « remise à plat » que réclamait notamment M. Juppé à son entrée au Quai d'Orsay ; l'illusion de l'élargissement de la Communauté européenne mais l'association politique des pays de l'Europe centrale ; la refonte de l'alliance atlantique sur la base de l'identité de défense européenne ; la définition d'une politique étrangère économique offensive sur le modèle des « dragons » d'Asie (l'auteur était ambassadeur à Singapour) ; le pari sur une évolution laïque des pays d'Islam, etc.

Sa vision apaisée d'une nouvelle société des nations fondée sur un

concert mondial et le respect du principe d'équilibre cher à Vergennes, qui combine économie ouverte et renforcement des solidarités régionales, système de modération très balladurien, se heurte à la réalité d'un monde qu'il décrit, citant Maurras au début du siècle, comme n'allant pas « à la démocratie universelle mais à des aristocraties



La vertu des Nations

Bernard de Montferrand

Pluriel intervention

farouchement rivales ». Entre les deux, il manque l'instrument efficace d'action. L'appeler de ses vœux ne le fera pas advenir. Mais on ne le trouvera que dans les nations vertueuses.

Yves LA MARCK

(1) Voir *Royaliste* n° 607 : « La gloire de l'empire » recension du livre de J.-M. Guéhenné « La fin de la démocratie ».

(2) Bernard de Montferrand - « La vertu des Nations » - Hachette - prix franco 138 F.

Modeste et fier de l'être

Qui lit *L'Équipe* tous les matins, va à la messe tous les dimanches et menace tout le temps de démissionner ? Le militant moyen de la Nouvelle Action Royaliste ? Pas du tout, il s'agit de Jacques Delors dont un portrait affectueusement ironique nous est proposé par Bernard Maris.

Jacques Delors, artiste et martyr, proclame l'auteur. Commençons par le plus évident, le martyr, puisque le père de la formation permanente et de Martine Aubry a évolué par étapes qui se sont succédées comme autant de stations d'un chemin de croix : l'enfance dans un milieu familial ouaté, mais dans un quartier populaire (la Roquette) ; 1936, l'année du Front Populaire et de la communion solennelle ; puis la carrière dans la banque et dans le syndicalisme ; plus tard, le voici conseiller social de Chaban ; puis membre du PS tout en restant assidu à la messe ; ensuite, grand avaleur de couleuvres dans le gouvernement Mauroy ; enfin, président de la Commission européenne, tête de Turc des Anglais, et fier de l'être (« il supportait mal qu'Attali fût plus vilipendé que lui par la presse d'Outre-Manche »). Sobre mais médiatique, européen convaincu (mais pas toujours convaincant), souvent écartelé, il souffre avec plaisir la passion des contraintes.

Quant à l'artiste, derrière le travail boulimique, l'homme de dossiers et de chiffres, on le découvre dans sa passion de toujours, la conciliation. Épris de dialogue social, de consensus national et de rapprochement des ennemis ; rigoureux moralement et intellectuellement, il apparaît comme l'héritier direct de Pierre Mendès-France. Moderne et modeste, mais parfois capricieux, il se révèle un véritable puits statistique d'où jaillissent arguments et réflexion. Élève pragmatique de Mounier, animé de la même foi pessimiste que Bernanos, il adore se dire mal aimé et mal compris, même lorsqu'il reste le chouchou des sondages.

Bernard Maris nous dresse avant tout un portrait très amusant de Jacques Delors, d'autant plus mis en valeur que des flèches sont gentiment décochées vers d'autres que lui : vers Barre (« quand Barre ferme les yeux, c'est pour dormir ; Jacques Delors, c'est pour prier »), Rocard (« quand il entre en déprime, il change de femme ; Jacques Delors, lui, crée un club »), Fabius (« Laurent est pour Fabius, et réciproquement »). Mais au-delà de cette écriture divertissante, c'est la pensée delorienne qui nous est esquissée, avec sa règle des 3 C (conciliation, compromis, consensus), sa double source d'inspiration (existentialisme, chrétien et gauchisme) et sa triple philosophie (égalité, frugalité, convivialité).

Mais à quoi ce joli catéchisme rime-t-il si le compromis, c'est-à-dire le recul de ses propres idées, et le consensus, c'est-à-dire les concessions, aboutissent à la construction d'une Europe sans âme, où les capitaux et les marchandises circulent mieux que les hommes et le progrès social ? En se coupant il y a quelques années du terroir national, Jacques Delors n'a-t-il pas en même temps abandonné certains idéaux qui furent les siens ? Peut-être 1995 sera-t-elle l'année du retour aux sources ?

Christian MORY

Bernard Maris - « Jacques Delors, artiste et martyr » - Albin Michel - Prix franco : 115 F.

Pour tous vos achats de livres :

Utilisez notre « Service librairie » !

L'image, problème politique

La réflexion que mène Régis Debray depuis plusieurs années sur les médias ne peut que passionner tout homme attentif à déchiffrer les grandes métamorphoses de ce temps. Impossible de contester que la civilisation de l'image qui est la nôtre ne nous conduise à des mutations mentales qui vont autrement loin que les dérapages unanimement dénoncés avec Timisoara ou la guerre du Golfe. Qu'on me permette ici un discret appel au lecteur. Y a-t-il parmi nos amis quelqu'un qui soit parvenu à maîtriser outre nos six canaux ordinaires, le câble et le satellite ? Que peut être l'existence personnelle et familiale d'une maison où convergent toutes les images du monde ? Est-il simplement possible de coexister avec un CNN perpétuel ? Le vertige ! Mais même à supposer des gens parfaitement raisonnables qui filtrent avec mesure les programmes, la question reste posée d'un nouveau rapport au monde médiatisé universellement aujourd'hui par l'image vidéo.

La lecture du dernier livre de Régis Debray (et déjà de son précédent que j'avais beaucoup goûté) (1) m'a fait ressouvenir d'un des derniers ouvrages de Malraux - *L'homme précaire et la littérature* (2) - où le problème était déjà traité de front. Malraux montrait comment l'imaginaire du roman élaboré au XIX^e siècle avait été relayé par l'imaginaire du cinéma puis celui de la télévision qui était encore tout autre chose. Déjà il n'était pas très tendre pour le cinéma : « Les grands romanciers apportaient à leurs lecteurs une maturité, les grands films infantilisent leurs spectateurs. Et les plus célèbres sont des films burlesques ». Et de montrer que l'industrialisation n'est pas seule coupable. Il y aurait selon lui une inaptitude de l'image « à saisir l'homme intérieur ». J'ai presque scrupule à rappeler cette sévérité à l'heure où l'Italie et l'Europe de la culture pleurent Fellini. Mais le grand Federico n'était-il pas parvenu à une sorte de surdétermination de l'instrument qui brisait l'infantilisme avec tous les moyens possibles, une profondeur de la mémoire, un sens créateur toujours inspiré. Mais ce destin, nous savons où il nous mène : à Cinecittà où la dépouille du maestro vient signifier la mort du cinéma italien, tué sans doute par la logique de l'argent mais aussi celle de la civilisation vidéo. Le tout-à-l'image a tué ce que l'image avait pu sauver de l'imaginaire antérieur et la logique marchande a achevé ce processus technique. Régis Debray a rigoureusement établi l'équation entre la visibilité tenue pour seul accès au réel et la solvabilité économique : « *Invendable = irréel, faux, non valable* ». Ou encore : « *L'alignement des valeurs de vérité sur les valeurs d'information indexe la première sur l'offre et la demande : sera réputé vrai ce qui a un marché* ». A ce compte, Fellini était vaincu d'avance : sa vérité onirique, plus vraie que toutes les vérités visibles assénées par la vidéo ne pouvait faire le poids dans le super marché intercontinental.

Mais tout ceci se rapporte surtout au précédent livre de Régis Debray. Le nouveau porte entièrement sur les métamorphoses de l'État et du pouvoir en général déterminé par la révolution médiologique. Car il n'y a pas que l'art qui soit en cause et plus généralement l'esprit. Sur ce point, sa religion était faite et bien faite : « *une vidéosphère omniprésente aurait le cynisme pour vertu, le conformisme pour ressort et pour horizon un nihilisme achevé* ». Comment l'État lui-même ne serait-il pas frappé de plein fouet par un phénomène qui loin d'être dominé par lui, le subvertit profondément au point d'atteindre l'essence même du politique ? La démonstration peut être faite avec toute la rigueur désirable. Le philosophe et l'écrivain ici abandonneraient presque leur point de vue d'en haut pour laisser entièrement la place à l'observateur imperturbable, le médiologue qui n'entend pas juger moralement l'objet de sa recherche mais pousser au plus loin son investigation « scientifique ». Bien sûr, la froideur du clinicien ne convient à l'auteur que jusqu'à une certaine limite. Ne s'identifie-t-elle pas souvent dans son cynisme à une puissante ironie ? Parfois l'ironie s'avoue comme telle, entre le grincement et la plainte. Sans compter que le citoyen ne peut pas se laisser complètement oublier dans l'opération.

« *L'autorité légitime ne baigne plus dans le même climat qu'il y a trente ans. Cette naïve découverte, ce désenchantement trivial, c'est à chacun d'en tirer les conséquences en fonction des valeurs qui sont les*

ennes et qu'il n'a le droit d'imposer ni même de proposer à personne l'autre (et en particulier aux hauts fonctionnaires qui s'accordent avec le nouvel état des choses ou qui pensent pouvoir le régénérer de l'intérieur) ». C'est là prendre quelque précaution avant de lancer le cri du cœur. Debray aime l'État, la *Res publica* comme peu d'hommes encore dans ce pays. C'est une douleur insupportable que de le voir livrer à « la nouvelle loi naturelle du tout marché », alors que par vocation, il devrait la transcender (car il ne se conçoit pas sans un véritable sacré), la canaliser, la brider. Or c'est le désastre, qui l'a conduit à abandonner toute responsabilité dans la sphère publique.

Pour donner une idée précise du désastre, prenons un simple exemple puisé dans l'analyse servie des effets du média sur le pouvoir, métamorphosé en État séducteur. En bon successeur de Malraux, le ministre dévolu à la défense des arts proclame gravement : « *L'État doit démocratiser l'accès aux œuvres de la culture* ». Excellent, excellentissime. Mais que devient le message, lorsque tout le souci du cher homme n'est que d'être reçu au journal de 20 heures et sa hantise est de savoir « où seront les caméras » ? Quelle que soit l'intention première, elle est désormais supportée par un système qui impose souverainement sa forme. « *La doctrine est à chercher dans la méthode* », énonçait déjà Augustin Cochin, ce qui se traduit en langage médiologique par le grand principe macluanien : « Le message c'est le médium ». La logique pour l'État est brutale, la séduction a pris le pas en tout sur le fond. Plus de doctrine, plus de ligne, plus de dessin. « *Effet surdéterminé s'il en est, où la tradition avocassière (un ministre avocat procède dossier par dossier, client par client), l'habitus informatique (la révolution du couper-coller) et les contraintes du marketing (isoler les cibles pour mieux adapter le message) se renforcent malencontreusement. Le critère des conduites n'est plus : pertinent ou non, mais performant ou pas (obscénité de la question : a-t-on raison de faire ce qu'on fait, et pourquoi ?)* ». Le constat final est raide : « *A un État sans attributs de souveraineté clairs, à une collectivité sans projet collectif, correspondent des décisions sans décideurs* ».

La difficulté consiste à démêler si vraiment tout cela est inéluctable, porté par une modernité implacable. Le médiologue lui-même n'échappe pas à sa méthode qui consiste à énoncer simplement au plus près ce qui est et non ce qui devrait être, même si, lorsqu'il s'appelle Régis Debray, la nostalgie et la conviction s'énoncent toujours comme en creux. Les transformations qui ont produit les différentes révolutions des moyens de communiquer révèlent dans leur expression la plus concise une échelle implicite des valeurs. Je ne jurerai pas d'ailleurs que l'étude de la logosphère où s'affirme la monarchie féodale et celle de la graphosphère où s'impose la monarchie absolue soient les plus objectives de la description. Sans doute sont-elles à reprendre avec intérêt mais comme les amorces d'une science à développer. Tout le tableau comparatif ne sert-il pas assez ouvertement à la gloire de la République, celle des hussards ! Là où la vieille monarchie entendait charmer « c'est un saint », où la monarchie absolue entendait éblouir « c'est un Apollon », où la démocratie entend fasciner « c'est une star », la bonne vieille République n'espérait qu'instruire « c'est un maître ». Et même s'il s'agit d'aliéner, ce qui n'est pas particulièrement louable, Marianne 1900 tire encore honorablement son épingle du jeu. Les uns agissant par dévotions, les autres par éblouissement, ceux d'aujourd'hui par manipulation. Les vrais républicains, eux, ne procèdent que « par éducation ».

Qu'on exprime des désaccords d'analyse partiels ici ou là, importe au fond assez peu. Car si idyllique que soit l'État voué à la Raison et au Progrès il n'en exprime pas moins une idée platonicienne qui surplombe l'évolution fatale. Surplomber n'est pas vaincre, hélas.

Gérard LECLERC

(1) Régis Debray - « L'État séducteur » - Gallimard, 1993 - prix franco 100 F. Le précédent livre de Régis Debray était « Vie et mort de l'image » (Gallimard, 1992 - prix franco 158 F) qui avait suivi son « Cours de médiologie générale » (Gallimard, 1991 - prix franco 138 F).

(2) Gallimard - 1977.

Grand Leclerc.



Le nombril du monde

Le nouveau film d'Ariel Zeitoun, saga violente d'une famille juive tunisienne suscite des réactions, elles aussi violentes. Et pourtant...

Un orphelin juif, pauvre et obèse, se fraie son chemin dans la Tunisie des décennies 30 à 50. « *Quiconque, fût-il petit chien, est au centre du monde* » a noté Anatole France. Bajou Benkahen (Michel Boujenah), qui n'a pas lu l'auteur du *Petit Pierre*, se croit lui aussi Le Nombriil du monde. Il a retenu les dernières paroles de son père, petit épiciier du bled qui allait mourir noyé dans sa maison sous les flots de l'oued en crue : « *Mon fils, si tu sais compter, tu ne manqueras de rien* ». Mais les scrupules n'embarassent pas Bajou. Comptable d'un riche paysan juif, Scali, il va passer avec armes et bagages au service de deux minotiers tunisois qui ruineront son ancien patron pour mieux lui racheter sa terre. Et c'est l'ascension vers la fortune, où il entraîne avec lui son cousin Marcel, le fils de l'oncle Elie qui l'assista naguère. Sa réussite va lui permettre de s'acheter positivement comme épouse la jolie Habiba (Delphine Forest), impitoyablement sacrifiée par son père, Scali.

Parvenu au faite de la puissance, lorsqu'il est élu président des semouliers de Tunisie, Bajou n'est pas loin de la chute : un réseau commercial imprudemment étendu aux États-Unis et des traites signées sans malice par Marcel sous le nom de son cousin auront raison de la Maison Benkahen et Benkahen. Bajou découvre le même jour leur ruine et le suicide de Marcel. Habiba cédera en secret au chantage sexuel du banquier Hadjège pour tirer son mari de prison, avant de lui écrire une impitoyable lettre d'adieu. C'est un homme brisé - et probablement transformé - qui s'embarque pour la France après l'affaire de Bizerte. Nous laisserons au lecteur la surprise et, peut-être... le soulagement des dernières images.

Il y a là, on le voit, tous les facteurs d'émotion violente propres

à « braquer » une critique superficielle qui n'a voulu voir dans ce film qu'un mauvais mélodrame. Le summum de l'exécution a été atteint par Bernard Génin dans *Télérama* n° 2285 du 27 octobre. Évoquant la scène, presque insoutenable il est vrai, du viol conjugal, il écrit qu'elle « *restera comme une des nuits de noces les plus nauséuses de l'histoire du cinéma* ». Toutes proportions gardées, on pense à Zola accusé de se complaire aux vices des Rougon-Macquart. Bernard Génin se trompe de scène : Boujenah ne donne pas ici son spectacle habituel de folklore judéotunisien. Il s'agit d'un film naturaliste à l'écriture baroque, c'est-à-dire privilégiant, parfois avec outrance il faut le reconnaître, le pathétique. Et à ceux qui s'inquiètent, croyant voir Bajou acquitté par l'auteur, rappelons le jugement final porté par Habiba : « *D'être né pauvre et gros ne te donnait pas le droit d'être pardonné pour tous les êtres que tu écrasais en chemin* ». Et pourtant Bajou nous reste proche, effrayant mais humain. N'est-ce pas aussi, par exemple, un film de l'amitié ? De deux amitiés du reste : celle qui lie, au-delà de la faute et de la mort, Bajou et Marcel (interprété avec grâce et émotion par Thomas Langmann) ; et celle qui court en filigrane tout au long du film entre le petit juif obèse et le boulanger tunisien qui lui dira à l'heure du départ avec des mots simples et maladroits : « *Dis leur, Bajou, à tes fils et à petits-fils, pour qu'ils n'oublient pas, qu'on a vécu ensemble et qu'on était bien* ».

Ne serait-ce que pour quelques instants comme celui-ci, immergés au sein d'une saga dont le réalisme cruel aura - disons-le en passant - déconcerté même plus d'un spectateur juif, ce film méritait mieux de la critique parisienne.

Roger AKRICHE

Blaise l'insaisissable

« Pourquoi j'écris ?
Parce que ».

(Blaise Cendrars, « Feuilles de Route »)

L'ouvrage de Frédéric Ferney (1) consacré à Blaise Cendrars n'est ni biographie - celle de Miriam Cendrars, irremplaçable, vient d'être revue et rééditée (2) - ni essai au sens habituel de ce mot.

L'auteur nous en informe dès son introduction : « *Ceci est un portrait* ». Ce portrait, au fil des 136 pages du livre - sans compter une « *chronologie aventureuse et lacunaire d'un poète sans repos* » et les références des citations qui forment la chair même de l'ouvrage - nous emmène dans la jungle de l'univers de Blaise. Univers où se mêlent sans cesse le mensonge et la vérité ; mensonge plus réel que le vrai, vérité qui prend la forme du mensonge poétique.

Frédéric Ferney a pris le parti de retrouver l'homme, sa vie, ses contradictions à travers l'oeuvre. Ainsi il situe, nous restitue le poète de la vie qu'était Cendrars. Bien des repères de l'itinéraire cendrarsien nous sont donnés dans ce petit livre que Blaise, je crois, aurait aimé.

Égrener les titres de chapitres tels « Le mystère Cendrars », « La prose du monde », « La comédie du voyage », « La vie dange-reuse », « Cendrars et l'expressionnisme », « Le grand chemin »,

c'est déjà donner un aperçu du portrait dessiné par F. Ferney.

Il me serait loisible de picorer dans les différents chapitres, riches et denses, mais je me contenterai de rappeler à la suite de l'auteur combien Blaise Cendrars était loin de « l'écrivain », de « l'auteur » tels que les réperto-



rient les manuels de littérature et autres anthologies.

Au-delà de ces institutions obligées, Cendrars nous emmène et nous accompagne à la découverte du monde ; mais pas le monde des professeurs, celui du poète qui, pour suivre le chemin de la naissance à la mort, emprunte

le véhicule de « l'éternel présent » vécu jour après jour. « L'éternité maintenant » pour reprendre les termes de Frédéric Ferney.

Pierre LIMOUSI

(1) Frédéric Ferney, « *Blaise Cendrars* », Éditions François Bourin, prix franco : 123 F.

(2) Miriam Cendrars, « *Blaise Cendrars* », Éditions Balland, prix franco : 258 F. Il est bon de rappeler l'existence de « *L'Association Blaise Cendrars* », c/o Jacqueline Bernard, 30 Galerie de l'Arlequin 2201, 38100 Grenoble. Association qui publie un bulletin bimensuel.

Aidez-nous à faire connaître *Royaliste* : indiquez-nous des personnes auxquelles nous enverrons un abonnement d'essai.

MAINE-ET-LOIRE

Les rendez-vous d'Angers

Tous les jeudis, rendez-vous est donné à tous les amis du journal et du mouvement. On vient « quand on peut, quand on veut ». Ce n'est pas une réunion militante (même si on peut y aborder des questions très sérieuses) mais une rencontre pour mieux se connaître, dans un café fort sympathique qui sait réunir une clientèle aussi diverse que détentue.

Deux invités par mois (demander le programme précis en écrivant à Nicolas Lucas, B.P. 2141, 49021 Angers cedex 02).

Tous les jeudis à partir de 12 h environ au Café du Jour, 13, rue Bodinier (2^e rue à droite en descendant la rue de la Roë) à Angers (plat du jour à 35 F). Autant que possible prévenez de votre venue au 41.48.95.03, ce petit restaurant attirant beaucoup de monde.

DOSSIERS

Regroupant par thème des articles de « *Royaliste* », nous avons édité des petits dossiers fort utiles pour les propagandistes. Déjà parus : « *Immigration et citoyenneté* », « *Éducation* », « *Écologie* » et « *Corse* ». Chaque dossier au format 21x29,7 cm comporte une vingtaine de pages et est vendu au prix de 14 F franco.

Parallèlement nous avons publié une brochure « *La N.A.R. en textes* » rassemblant tous les textes votés par les congrès de la N.A.R. de 1982 à 1991. C'est un outil indispensable pour mieux comprendre notre mouvement et ses choix politiques. Brochure de 20 p. qui comporte un calendrier des différents congrès et une table des sujets traités par mots clés. Tarif (prix franco) : 1 ex. 14 F - 5 ex. 54 F - 10 ex. 68 F.

ANCIENS NUMÉROS

Nous proposons des anciens numéros de « *Royaliste* », par année complète, au prix franco de 300 F. Sont disponibles toutes les années de 1977 à 1991, à l'exception de 1979.

La plupart des numéros sont également disponibles un par un au prix franco de 17 F pièce.

ILE-DE-FRANCE

La « *Fédé* » est repartie d'un bon pied. Après le succès de la réunion de fin septembre, amis anciens ou nouveaux ont repris des activités militantes classiques (ventes du journal, distributions de tracts, affichages) et sont aussi résolus à « rayonner » leur royalisme en participant activement à la vie civique locale et en se faisant connaître des autres organisations politiques ou syndicales.

La prochaine réunion d'organisation pour planifier les activités aura lieu dans les locaux le samedi 20 novembre à 17 h. Si vous voulez nous aider, venez-y, ou prenez contact avec le délégué régional Hugues Bouchu, lors d'un « Mercredi de la NAR » par exemple.

APPEL A TÉMOIN...

Depuis sa création, la N.A.R. a organisé des centaines de manifestations : colloques, tenues de stand, réunions, congrès, fêtes, activités militantes, etc. Pour un certain nombre d'entre elles nous avons des archives photos, mais pour beaucoup d'autres nous n'avons rien. Alors nous lançons un appel à tous ceux qui détient des photos prises à ces occasions pour qu'ils nous en envoient les pellicules ou des tirages.

Merci de nous indiquer avec le plus de précision possible la date et l'objet des photos, ainsi, si possible, que le nom des personnes qui y figurent.

LYS ROUGE

Le *Lys Rouge* a entrepris d'établir un inventaire, le plus complet possible, de travaux universitaires concernant le royalisme. Une première liste a été publiée dans le *Lys Rouge* n° 47. Nous faisons appel à tous nos lecteurs, en particulier aux étudiants ou enseignants, habitués des bibliothèques universitaires, pour qu'ils nous aident à dresser cet inventaire. Nous indiquent outre le nom de l'auteur et le titre, l'année, la nature du travail (mémoire, thèse, etc), et la bibliothèque où il peut être consulté.

Nous demandons également aux auteurs de travaux (même anciens) sur le royalisme de nous en remettre un exemplaire pour enrichir la bibliothèque de la N.A.R.

MERCREDIS DE LA N.A.R.

A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1^{er}, 4^{ème} étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain. La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre et gratuite), elle s'achève vers 21 h 45. Un buffet chaud est alors servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du buffet 25 F).

● Mercredi 10 novembre - A en croire une certaine presse, défendre les intérêts français contre l'hégémonie américaine serait une attitude ringarde, franchouillarde, et dépassée. Mais quels sont les véritables enjeux des négociations du GATT ? Le dogme du libre-échange énoncé par les Américains est-il pertinent ? Les intérêts des pays européens peuvent-ils être défendus avec succès ? C'est à ces questions, et à toutes les autres que vous voudrez bien lui poser..., que Bertrand RENOUVIN répondra au cours de la conférence-débat.

ABONNEMENT DE PROPAGANDE

Envoyez-nous les noms et adresses de ceux de vos amis susceptibles d'être intéressés par « *Royaliste* ». Nous leur ferons un abonnement d'essai pendant trois mois. Prix de chaque abonnement : 25 F.

RELIURES

Nous mettons à la disposition de nos lecteurs qui désirent conserver leur collection du journal, une reliure pleine toile bleue avec inscription « *Royaliste* ». Cette reliure permet de contenir 52 numéros du journal. Elle est vendue au prix de 70 F franco.

Demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous publions, remplissez le bulletin ci-dessous sans engagement de votre part.

Nom :

Prénom :

Date de naissance : Profession :

Adresse :

.....

.....

désire recevoir, sans engagement de ma part, une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à renvoyer à :

« *Royaliste* », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

Ils veulent tout casser

Savent-ils ce qu'ils font ? Savent-ils même qui ils sont ? Je parle du chef du gouvernement, des ministres qui appartiennent au RPR et de la direction de ce mouvement. Ils s'affirment gaullistes, et Jacques Chirac, comme Édouard Balladur, se disent héritiers de Georges Pompidou. Cette double référence est à certains égards problématique mais, dans le domaine industriel, il n'y a pas de contradiction entre le général de Gaulle et son successeur immédiat : tous deux ont voulu que la France développe sa puissance économique, tous deux ont appuyé ce développement sur un vaste réseau de services publics et d'entreprises nationalisées par le Front populaire et à la Libération, tous deux savaient que l'indépendance de la France et sa présence économique sur les marchés extérieurs dépendaient de ce système d'économie mixte inscrit dans l'ardente obligation du Plan.

A juste titre, la gauche victorieuse en 1981 avait étendu le secteur nationalisé, mais sans parvenir à définir une politique industrielle cohérente et en abandonnant bêtement la planification. Les entreprises publiques ont cependant obtenu dans l'ensemble des résultats qui ont largement contribué à la puissance de l'économie française et qui ont renforcé la pertinence du système d'économie mixte.

MODE

Édouard Balladur et Jacques Chirac ne sauraient se réclamer de la tradition gaulliste et pompidolienne puisqu'ils sont en train de détruire l'architecture industrielle et financière du pays. Engagée en 1986, cette politique imbécile avait été interrompue par le krach boursier. Et voici qu'ils la reprennent avec une obstination qui n'a même plus de prétexte idéologique : l'utopie du marché a cessé de fasciner, et la rupture avec la logique de gauche ne saurait être invoquée pour la privatisation de la BNP ou de Renault...

Jusqu'à présent, l'entreprise de des-

truction menée par la droite n'a pas rencontré d'opposition. Le socialisme rocardisé est comme d'habitude honnête de lui-même, la réaction syndicale est faible, la presse dite de gauche suit ce qu'elle croit être la mode et juge la réussite des privatisations selon des critères purement financiers. Fascination de l'argent, apologie de la spéculation boursière, obsession de la rentabilité du capital : depuis une dizaine d'années, la mentalité dominante cultive les fausses vertus d'un capitalisme de rentiers dont M. Balladur est aujourd'hui le fondé de pouvoir. Mais à se satisfaire d'alliances au sein de la bourgeoisie financière et de techniques de placements, on perd de vue l'essentiel : la stratégie indus-



trielle, dont dépend pour une part l'avenir de la nation.

De cette stratégie, nous ne savons rien. Et il semble que le gouvernement n'ait pas sérieusement étudié les conséquences des décisions qu'il est en train de prendre. Sinon il y réfléchirait à deux fois, car ces conséquences sont redoutables.

De fait, la politique de privatisation touche le cœur de la puissance industrielle et financière de la France. La « vente par appartements » (d'abord la BNP, ensuite Rhône-Poulenc...) ne doit pas faire oublier que le secteur public forme un système complexe et cohérent de participations réciproques qui lie des établissements financiers et des entreprises nationales (par exemple la BNP, l'UAP, Saint-Gobain) et qui s'étend au secteur privé (par

exemple les AGF, le Crédit Lyonnais, le groupe Bouygues).

DÉGATS

Sous les apparences sympathiques d'une « remise sur le marché » de grandes entreprises et d'un développement de l'actionnariat populaire, le gouvernement est en train de détruire un secteur public particulièrement dynamique, de mettre fin au système indispensable de l'économie mixte et de déstabiliser de très importantes entreprises privées. Nul ne sait en effet comment se définiront les stratégies des entreprises privatisées, et comment se réorganiseront les alliances entre les groupes. Nul ne peut affirmer que ces groupes n'éclateront pas, ou ne passeront pas sous contrôle étranger.

Qu'on ne vienne pas nous raconter que le gouvernement veille au grain et qu'il placera des amis sûrs. Les gouvernements changent et le monde des affaires est étranger à l'amitié. Il faut crier que la politique de privatisation est une folie. Elle va faire éclater l'ensemble du dispositif industriel et financier français en une période de guerre économique et de profondes mutations techniques. Elle va priver le gouvernement de moyens d'action décisifs pour défendre l'indépendance nationale, aménager le territoire, et soutenir l'emploi. Elle va priver la nation d'une propriété collective qui faisait une partie de sa force et de sa richesse. Elle va transformer les travailleurs du secteur public, aujourd'hui vendus avec les meubles, en une addition d'individus plus exposés que jamais aux caprices des patrons et à la violence du fameux « marché ».

Au total d'immenses dégâts, humains et économiques, vont être commis pour boucler un budget démagogique et incohérent. Que vienne le temps de la résistance. Face à une action déterminée, à Air France comme dans les universités, le gouvernement s'empresse de capituler. Dans le domaine industriel, il faut l'empêcher de tout casser.

Bertrand RENOUVIN

(1) cf. l'excellent article du professeur F. Morin, *Le Monde* du 29/6/93.